

PROBLÈMES CONTEMPORAINS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE



RAPHAËL PORTEILLA *

L'Afrique est de retour... dans l'actualité récente. C'est ce qu'il est possible d'affirmer à la suite d'une revue de presse commencée à l'automne 2020¹. En effet, tour à tour, l'actualité médiatique s'est portée sur le projet de loi français visant la restitution des objets et biens culturels d'Afrique subsaharienne dans leur pays d'origine, sur l'élection présidentielle au Burkina Faso, sur la reconnaissance du crime de génocide des Hereros par l'Allemagne, sur le voyage d'Emmanuel Macron au Rwanda à la suite de la remise du rapport Duclert sur l'implication française au Rwanda, sur le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, sur la mort d'Idriss Deby au Tchad, sur les tensions entre le Tigré et l'Éthiopie, sur la question de la réorganisation des troupes françaises au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane, sur le « rapport Mapping » enterré par la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, la répression féroce dans le royaume d'Eswatini (Swaziland), les fortes tensions à Cabo Delgado (Mozambique) dans la lutte contre les groupes islamistes et bien sûr, sur la pandémie du Covid-19.

* CREDESPO, UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ.

¹ Revue de presse effectuée à partir de quatre quotidiens français : *Le Monde*, *l'Humanité*, *La Croix* et *Le Figaro*.

Bien que le bilan sanitaire de la pandémie soit relativement moins dramatique en Afrique que dans le reste du monde, le choc économique et social entraîné par les mesures de confinement est violent. L'Afrique a enregistré en 2020 sa première récession depuis vingt-cinq ans. Quelque 30 millions d'emplois auraient été détruits et plusieurs dizaines de millions de personnes ont de nouveau basculé dans l'extrême pauvreté. Les besoins humanitaires liés à des crises alimentaires sévères au Sahel, en RDC et dans la corne de l'Afrique atteignent des niveaux sans précédent. Selon les prévisions économiques du Fonds monétaire international (FMI), la reprise économique sur le continent sera plus faible que dans les autres régions, où l'activité est stimulée par des plans de relance budgétaire massifs. « L'Afrique est sous le choc de la pandémie et une baisse de l'aide publique au développement aura de sévères répercussions sur la reprise », déplore Bartholomew Armah, directeur de la division macroéconomie et gouvernance de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) : « La majeure partie de l'aide va aux secteurs sociaux, qui ont été durement touchés par la crise et qui le seront doublement par la baisse des contributions des bailleurs de fonds. Le soutien qui est apporté au continent pour répondre à la pandémie devrait être additionnel et ne pas se faire au détriment de l'aide publique au développement. »²

Si cette pandémie mondiale a parfois donné l'impression de tout écraser, au point de ne plus laisser d'espace à d'autres questionnements ou problématiques, il n'en reste pas moins que l'Afrique, et particulièrement l'Afrique subsaharienne qui constitue le cœur de ce dossier, a continué à susciter un réel intérêt scientifique. Plusieurs livraisons récentes en témoignent comme par exemple la revue *Politique Africaine*, qui fête ses 40 ans³, l'ouvrage *Résistances africaines à la domination néocoloniale*⁴, le séminaire réalisé par l'Agence française de développement sur l'état de la recherche

² *Le Monde*, 13 avril 2021.

³ Vincent Bonnacase et Julien Brachet, « L'Afrique des sciences sociales : bas, débats et combats », *Politique africaine*, n° 161-162, 2021.

⁴ Martine Boudet, *Résistances africaines à la domination néocoloniale*, Éditions du Croquant, Paris, 2021.

PRÉSENTATION

en Afrique⁵, ou encore le colloque de clôture du programme FAPPA (Faire des politiques publiques en Afrique)⁶, sans oublier les nombreux articles dans les revues spécialisées, notamment le présent dossier qui se focalisera pour sa part sur les problèmes contemporains de l'Afrique subsaharienne.

Ces travaux ont permis de revenir sur des notions fortes qui ont structuré les problématiques relatives à l'Afrique, que ce soit la critique du culturalisme, selon laquelle la tradition et la culture africaines surdéterminent l'action politique, ou « le politique par le bas », selon l'expression chère à Jean-François Bayart⁷, ainsi que les courants qui entendent expliquer la situation des pays africains à travers les théories économiques d'inspiration libérale ou à travers celle de la théorie de la dépendance portée par le regretté Samir Amin. Ces travaux ont également poursuivi d'autres axes de recherches dits traditionnels, comme les relations internationales, à l'instar des travaux de l'AEGIS (African Studies in Europe), en portant une attention redoublée aux nouveaux acteurs que sont la Chine, la Russie et l'Inde. La santé, dont les structures globales ont montré plusieurs signes de tension voire de ruptures appelant à une réflexion d'ampleur, a particulièrement été observée, notamment dans le cadre de la lutte contre les pandémies (Sida, Ébola, Covid-19). L'agriculture, conjuguée aux dimensions démographiques et alimentaires, renvoie aux questions récurrentes consacrées aux formes de développement économique des États d'Afrique subsaharienne, en se focalisant sur l'accès aux ressources, l'eau par exemple. En outre, la dimension sécuritaire de plus en plus prégnante, en lien avec la lutte contre le terrorisme, est devenue un axe privilégié des travaux, ajoutant à la question ethnique, souvent retenue comme variable explicative des situations conflictuelles africaines, la variable religieuse. Cette dimension a fait l'objet de plusieurs travaux qui ont souligné que la fragmentation de l'offre, la mobilité des acteurs et la dérégulation des champs religieux favorisent une proximité et une cohabitation souvent inédites des cultes, notamment chrétiens et musulmans, démultipliant

11

⁵ <<https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/panorama-et-financement-international-de-la-recherche-africaine>>.

⁶ Ce colloque s'est tenu les 28 et 29 juin 2021 à Sciences-Po Bordeaux.

⁷ Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor, *Le Politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2007 (rééd).

les possibilités d'interactions et avivant les rivalités/tensions. En fonction des contextes, cette forme de compétition peut soit être instrumentalisée, soit favoriser des relations qui se nouent entre les acteurs religieux et les acteurs politiques ou sociaux, redoublant les difficultés à lire les évolutions récentes. Le cas du Mali est de ce point de vue assez illustratif.

Enfin, depuis longtemps présentées comme le pivot principal des recherches sur l'Afrique subsaharienne, les questions consacrées à la vie politique et institutionnelle autour de la démocratie ont continué à alimenter nombre d'études et d'analyses. Cette dernière dimension a toujours été privilégiée dans les travaux de recherches – et le sera encore dans ce dossier – en soulignant notamment les effets délétères que les contestations des résultats d'élections peuvent avoir sur la vie démocratique de certains pays africains au point de les déstabiliser durablement. Ces tensions régulières sont variables dans leur intensité et leurs effets ainsi que selon la culture démocratique de chaque État. Pour autant, au-delà de cette diversité, des invariants peuvent être observés, formant une grille d'analyse des divers régimes que l'on peut classer en « démocraties matures » (Maurice, le Cap-Vert, la Namibie, le Botswana, le Ghana ou le Sénégal). Dans ces cas, les résultats électoraux sont peu contestés. À l'inverse, cinq ou six pays sont considérés comme des systèmes autocratiques où les élections sont un prétexte pour reconduire les dirigeants (le Togo ou le Gabon en sont de parfaits exemples). D'autres types d'organisation politique sont enfin à souligner comme l'Ouganda, le Rwanda, le Zimbabwe, la Guinée équatoriale, qui formeraient plutôt des « démocraties électives », soit des régimes autoritaires qui ont survécu aux vagues de libéralisme et d'élections multipartites. Enfin, les « démocraties molles », qui votent, possèdent des institutions comme une Cour suprême ou une Cour constitutionnelle, mais où tout fonctionne mal, où le système est corrompu, où les élections permettent de maintenir en place le clientélisme et le népotisme (la RDC, le Kenya, par exemple), tout en constatant une montée de l'abstention et un désinvestissement des lieux traditionnels de formation politique et de conscientisation⁸.

12

⁸ Voir Jacquemot Pierre, *De l'élection à la démocratie en Afrique, 1960-2020*, Édition Fondation Jean Jaurès, Paris, 2020.

PRÉSENTATION

Cependant, depuis une dizaine d'années, une explosion des mouvements citoyens et des mobilisations citoyennes, composés principalement de jeunes (et souvent aussi de femmes), est à relever⁹. Ces collectifs informels, s'appuyant sur les réseaux numériques, tentent de s'attaquer aux problèmes du quotidien, là où l'État (en tant que structure institutionnelle) est incapable de faire face et n'utilise qu'un seul moyen, la répression. Dans ces contextes, dont la pandémie du Covid-19 a renforcé les traits, les populations ont trouvé des réponses à travers les comités de quartier, des mouvements ou des associations de citoyens. Ils ont ainsi proposé des services, ont pratiqué l'entraide et la solidarité pour trouver de la nourriture, lutter contre les difficultés scolaires, pour régler les problèmes d'assainissement ou prendre en charge les personnes âgées ... Dans le même temps, de nouvelles plateformes d'échanges reposant sur l'Internet naissent un peu partout. Une nouvelle génération de groupes de pression investit les espaces négligés par les institutions politiques classiques. Les exemples sont assez nombreux au Cameroun avec le mouvement *Dynamique citoyenne*, au Sénégal avec le mouvement *Y en a marre* ou au Burkina Faso avec *Balai citoyen*. De telles dynamiques illustrent à la fois le potentiel de la jeunesse à devenir un acteur politique, mais aussi le besoin d'agir pour donner du sens à leur avenir bien que les contraintes politiques, sociales, sociétales ou économiques, internes et internationales, soient encore très pesantes.

Si l'Afrique subsaharienne est bien aux prises avec de nombreux problèmes d'ordres divers, ce sous-continent est aussi un lieu d'expérimentation où s'esquissent les figures du monde à venir en cherchant pour ces peuples à créer du vivant à partir de l'invivable, comme le suggérait Achille Mbembe¹⁰. L'épreuve des extrêmes peut donc créer les conditions d'une renaissance et d'une remontée en humanité.

⁹ Pour une analyse plus large, se reporter à Robert Charvin et Adda Bekkouche, *La Colère des peuples, la mondialisation du ras-le-bol*, Édition Investig'Action, 2021.

¹⁰ Robert Charvin et al., *idem*, p. 72.

